

LA SANTÉ au cœur des régionales

Les questions de santé et de protection sociale sont vraiment au cœur des préoccupations de la population. C'est une question de société et un besoin vital. Les réformes successives et la dernière couche avec la loi HPST visent à privatiser la santé, à diminuer les dépenses remboursées, à aggraver les inégalités.

Trop, c'est trop !
Le rejet de ces logiques gagne du terrain. La conviction grandit qu'il faut trouver d'autres solutions. Nos propositions réellement alternatives sur le finan-

cement de la protection sociale donnent du crédit à cette conviction.

Oui, la santé est une priorité nationale, elle doit rester du domaine public.

Elle doit être démocratisée dans son fonctionnement interne comme dans la place des usagers, de la réponse aux besoins de la population.

Elle nécessite un développement sans précédent en terme d'emploi qualifié, en terme de formation continue pour améliorer les conditions de travail et donc la qualité du service rendu à la

population. Elle impose un engagement d'investissement pour mettre à niveau les structures publiques.

Les régions doivent être des lieux de résistances aux restructurations en cours, elles doivent aussi permettre de faire vivre une démocratie sanitaire participative totalement inédite.

Elles seront un lieu d'intense activité politique incontournable

en fonction du poids donné aux candidates et candidats présentés par le Parti communiste quelle que soit la configuration régionale. Ce sera indispensable pour faire face aux Agences régionales de santé.

Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin
animateurs de la commission
Santé/protection sociale



ENSEMBLE POUR UNE SANTÉ SOLIDAIRE EN ILE DE FRANCE

2010, avec Sarkozy, c'est pour l'Ile-de-France :

- la suppression de 4000 postes à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (HP-HP), après 1000 l'an passé
- la fermeture de services et hôpitaux favorisant le secteur privé
- une médecine accessible à tous en danger avec des centres de santé menacés, une médecine libérale à plusieurs vitesses, des spécialistes difficilement accessibles, des centres IVG et des maternités de proximité qui ferment, ...
- la mise en place de l'Agence Régionale de la Santé (ARS)-Ile de France, la santé confiée à un Super-Préfet de la santé, sous contrôle de l'Etat
- la santé confiée aux élus locaux, aux personnels médicaux et aux représentants des salariés, aux associations d'usagers...
- une formation sanitaire sans moyens, le transfert de l'Etat aux Régions s'étant fait sans tenir compte des besoins et des enjeux de ce secteur, leur laissant le soin de compenser.
- le démantèlement de la psychiatrie et l'instrumentalisation sécuritaire de celle-ci
- une Sécurité plus en plus chère, une mutuelle hors de portée des maigres salaires, un renoncement aux soins qui s'aggrave

LE FRONT DE GAUCHE En Ile-de-France

S'ENGAGE, dès 2010, à :

- S'opposer à toute suppression de postes, de services, d'Hôpitaux et de maternités par l'ARS et l'AP-HP
- A lancer les 1eres Assises Ile-de-France de la santé pour opposer à l'ARS, une politique de santé définie ensemble, démocratiquement, par territoire
- A faciliter l'accès aux formations sanitaires et sociales relevant de la compétence de la Région (logement, bourse, transport...)
- A soutenir les centres de santé, pour faciliter l'accès aux soins,
- A promouvoir une protection sociale basée sur le principe «chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins»

Notre Région Ile de France sera, avec les élu-e-s du Front de Gauche, un Territoire de RESISTANCE à l'application de la Loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST), à l'ARS, à la tarification à l'activité (T2A), aux inégalités de plus en plus criantes en Ile-de-France, à la marchandisation de la santé, à la remise en cause de l'Assurance maladie solidaire, ...

Notre Région, en Ile-de-France, sera avec nos élus, un territoire de promotion de la santé accessible à tous et partout.

Pierre LAURENT,

Tête de liste, d'« ENSEMBLE POUR DES REGIONS A GAUCHE, SOLIDAIRES, ECOLOGIQUES ET CITOYENNES »

Les candidates et candidats du secteur de la santé

Vous invitent à venir débattre de la santé en Ile-de-France,

Vendredi 12 Février à 20h30,

Salle des Fêtes, 51 Bd Gabriel PERI, Malakoff-92,

Parking voiture dans la cour, M^o Plateau de Vanves-Malakoff



le
second
numéro de
**à cœur
ouvert**
en direction
des salariés est paru

le modèle pour tirage
a été envoyé aux fédérations,
il est disponible à la communication
à diffuser sans modération !

sante@pcf.fr

UNE RÉUNION DE COMMISSION très vivante

Le 30 janvier, la réunion de la commission a été particulièrement chargée et vivante.

Après le rapport, le débat a porté sur différents sujets. Sur la bataille des élections régionales en cours, nous sommes convenus de veiller à montrer que nous nous battons pour une autre vision de la santé, sortie de la logique de l'argent. Des initiatives à caractère régional sont programmées, celle de l'Île-de-France le 12 février a été un succès.

Nous sommes revenus sur l'initiative avec les partis de gauche, les organisations syndicales et le monde associatif sur le financement de la protection sociale pour en partager l'intérêt. Nous proposons d'organiser des initiatives publiques sur ces questions pour

faire bouger les lignes... Nous avons eu un échange sur la santé et les retraités qui a débouché sur la mise en place d'un groupe de travail.

À propos de la grippe H1N1, notre proposition d'un pôle public du médicament allant de la production à la distribution est plus que jamais d'actualité.

Concernant les attaques sur l'IVG, un tract national est en préparation ainsi que sur les problématiques liées aux dons du sang et à sa commercialisation. Le compte rendu a été envoyé, il comporte la mise en place de plusieurs groupes de travail, il importe de s'inscrire rapidement.

Les prochaines réunions sont le 10 avril et le 29 mai. Le 12 juin, nous aurons une réunion spécifique et élargie sur les questions de la psychiatrie.

Jean-Luc Gibelin

BUREAU DE PRESSE DU PCF communiqués

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4495>

La psychiatrie aux ordres du ministère de l'intérieur ?

Une circulaire aux préfets, signée par la Ministre de la Santé et le Ministre de l'intérieur, vient renforcer les missions de contrôle social de la psychiatrie, au détriment des soins et des droits des patients.

Certes, cette circulaire rappelle que les sorties d'essais des patients hospitalisés d'office relèvent du traitement et que sa demande doit être faite par le médecin au vu de l'état de la personne. Mais elle précise que la décision revient au préfet en fonction des risques de troubles à l'ordre public. Que ceux-ci ne doivent pas hésiter à en restreindre les autorisations de sortie d'essais, une jurisprudence ayant statué sur le fait que cela ne correspond pas à un abus de pouvoir.

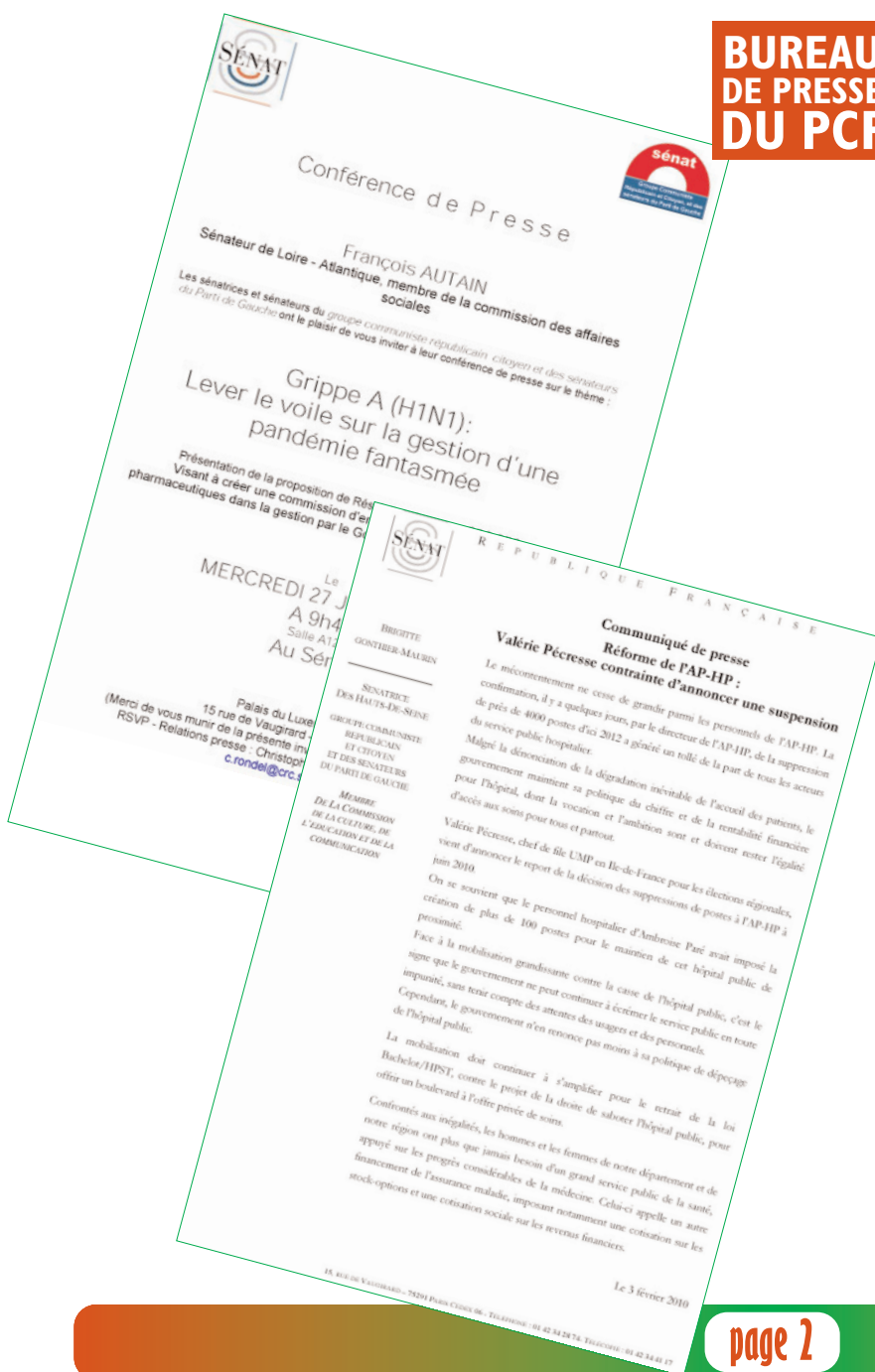
Par ailleurs, les médecins qui feront une telle demande pour les patients dont ils ont la charge, devront, outre une note sur l'état actuel du patient, faire un dossier rappelant tous les antécédents de la personne.

C'est une atteinte grave aux fondements du droit français ! La psychiatrie doit garder son statut sanitaire et ne doit pas se transformer en auxiliaire du ministère de l'intérieur.

En effet la loi de 1990 sur les internements d'office prévoit la possibilité d'hospitaliser sans consentement toute personne dont l'état présente un danger pour elle-même ou pour l'ordre public. Ce qui est une mesure de loi d'exception. Mais dans son esprit, sitôt que l'état de la personne le permet, elle doit réintégrer le droit commun et pouvoir poursuivre son traitement si elle le nécessite sous le régime de l'hospitalisation libre.

C'est pourquoi, le Parti Communiste Français demande le retrait immédiat de la circulaire du 11 janvier et l'application de la loi de 1990 dans son esprit de protection des personnes dans le respect des droits fondamentaux de l'Homme.

Nous joignons notre protestation à celle des syndicats des psychiatres qui ont dénoncé cette circulaire et à tous ceux qui feront de même.



à l'initiative des communistes

ON A VOTÉ POUR SAUVER LE SERVICE DE CHIRURGIE DES HÔPITAUX DE LANNEMEZAN

Le service de chirurgie des Hôpitaux de Lannemezan est menacé de fermeture. Nous avons pris en main la bataille contre ce projet. Nous avons alors convenu que la population concernée, soit 38 000 personnes sur les 10 cantons de l'est du département des Hautes-Pyrénées, devait être consultée par référendum sur cette question. La sous-préfète de Bagnères de Bigorre nous a expliqué qu'elle ne pourrait pas organiser ce vote.

Les 16 élus communistes du territoire ont pris l'initiative de plusieurs demandes d'audience : aux conseillers généraux concernés, au député, à la présidente du conseil général et au maire de Lannemezan, la plupart élus socialistes, pour envisager avec eux cette votation citoyenne et son organisation. Seul le maire de Lannemezan nous a reçu et s'est engagé. Face à cela, il nous est apparu incontournable qu'il fallait organiser nous-même le référendum, car la population et beaucoup de commerçants nous avaient fait part de leur attente et de leur envie de participer à son organisation.

Ce fut chose faite avant Noël. Les élus ont écrit aux maires des cantons concernés (plus de 200 communes), pour leur proposer un projet de motion et la mise en place d'urnes dans leur mairie. Ce fut fait

dans plusieurs dizaines. Les camarades de la section PCF du plateau de Lannemezan et des Vallées se sont mobilisés, ont organisé la votation sur les marchés, devant les commerces, et l'ont impulsée dans leur commune. Le maire communiste de Capvern, André Laran, a proposé que sa mairie soit le lieu de réception des bulletins de vote envoyés par La Poste.

À ce jour, près de 6 000 personnes ont déjà voté, un résultat remarquable. Il y a le constat d'un engouement extraordinaire pour le vote, une dynamique s'est créée sur le territoire. Les journaux relatent et on parle à la radio locale. Le PCF a enregistré 3 adhésions. Et rien désormais n'est plus pareil...

Jean-Claude De Vita



parole d'élue être clairement à gauche pour la santé



par Marie-George Buffet
secrétaire nationale du PCF
députée de la Seine-Saint-Denis

J'appelle les citoyennes et les citoyens à voter pour le **Front de gauche** le 14 mars prochain. C'est une urgence pour mettre un coup d'arrêt à la politique de la droite et une exigence pour construire une gauche combative et rassemblée. Les richesses créées par des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont aujourd'hui gaspillées sur les marchés financiers pour satisfaire les intérêts privés de quelques-uns.

Ensemble, proposons aux citoyen-ne-s de dire stop à ce hold-up de la droite et de voter le 14 mars prochain pour des candidates et des candidats qui veulent placer l'argent au service de l'emploi et de la formation, de la réponse aux besoins et aux aspirations des populations.

Les candidates et les candidats du **Front de gauche** ne sont pas de celles et ceux qui tergiversent sur la protection sociale, ils et elles défendent la retraite à 60 ans.

À l'image de Didier Dreyfuss, animateur de l'*Appel des appels* et candidat en Île-de-France, ils et elles partagent l'ambition de conquête et de reconquête de tous les services publics. Ils et elles luttent contre les réformes actuelles de l'hôpital public et veulent l'égalité devant l'accès aux soins.

À trois semaines du scrutin, multiplions à présent les initiatives de proximité pour faire reculer la fatalité et l'abstention.

Mobilisons-nous à la porte des hôpitaux, des centres de santé et des centres IVG menacés de fermeture, pour appuyer les agents dans la défense de leurs métiers et de leurs missions.

Donnons à voir notre détermination dans chaque région à garantir le droit à la santé par l'investissement dans les équipements publics et le développement de la formation des personnels.

La santé est un bien précieux, protégeons-la.

LA FIÈVRE MONTE

LE RÉVÉLATEUR SANTÉ

Les questions de santé révèlent la vraie nature du pouvoir.

La logique de la loi HPST (Bachelot) est d'orienter les malades vers le secteur marchand, les cliniques privées. Les hôpitaux publics doivent être regroupés en grands « pôles hospitaliers », y compris en Île-de-France, ce qui permettrait de supprimer 3 000 à 4 000 emplois. Ainsi, à Paris 12ème, l'hôpital Trousseau, pilier de la chirurgie pédiatrique, doit être démantelé. Or c'est l'hôpital qui a réalisé fin 2009 une « première » mondiale avec la greffe simultanée d'un foie et d'un rein sur un enfant. Qu'importe l'humain pour la droite, ce sont des gestionnaires financiers qui décident !

Dans les régions, les hôpitaux et maternités de proximité subissent le même sort. Qu'importe la distance pour les futures mères ! Elles accoucheront parfois dans le fourgon des pompiers. Mais les résistances sont fortes. Ainsi, population et élus mobilisés ont imposé le maintien de la maternité de Die (Drôme).

Et le tribunal administratif a condamné le ministère de la Santé à rouvrir la maternité de Valréas (Vaucluse). La frénésie marchande de la droite n'a pas de limites. En témoignent les questions, les « anticorps monoclonaux », les

« médicaments dérivés du sang » ou le statut du « sang de cordon ». Un tract national a été réalisé sur ces sujets sensibles.

Défendre notre système de Santé, l'égalité de traitement pour tous, nécessite de sanctionner la droite avec le vote le 14 mars, et d'ancrer clairement les régions à gauche.



Jean-Pierre Basset

les cocos
dans les
collectifs
locaux

ARCACHON défend son hôpital

Dès l'annonce du projet d'installation dans une même structure de l'hôpital et de la clinique d'Arcachon, en 2006, nous avons alerté la population des risques de la casse de ce service public.

Nous avons lancé appels et pétitions, pour la défense de l'hôpital public, soutenu les personnels et l'association des usagers.

À La Teste, l'élue communiste est intervenu en Conseil municipal dans ce sens.

À chaque fois, les habitants du bassin d'Arcachon et du Val-de-l'Eyre ont montré massivement leur attachement à leur hôpital et trouvé scandaleux le fait qu'il soit affaibli au bénéfice du secteur privé.

Nous regrettons d'avoir été le seul parti politique à s'opposer catégoriquement à cette orientation.

Parce que d'autres choix existent que d'organiser le transfert de fonds publics vers le secteur privé. Le prétexte à obtenir des subventions ou des retombées de

taxe professionnelle ne peut suffire à masquer un soutien à la politique de Sarkozy.

LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE : l'hôpital Jean-Hameau ne peut être mis en concurrence avec la clinique. Celle-ci étant un maillon du groupe Bordeaux-Nord qui gère ses intérêts financiers comme une entreprise privée.

Les besoins sanitaires ne sont pas satisfaits : la circonscription sanitaire, c'est environ 150 000 habitants, concernant 17 communes : de Lanton au nord des Landes.

Les besoins en matière de santé de l'ensemble du territoire n'ont pas été examinés (prévention, accueil des personnes âgées, des enfants, services d'urgence, hospitalisation à domicile...) ainsi que le rattachement au CHU, le statut de l'établissement, et des personnels...

Un rassemblement a été organisé le 30 janvier pour exiger un hôpital 100% public.

Danielle Trannoy